

Oser dire la vérité ?

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Eglise en France](#), [Perepiscopus](#), [Relativisme](#), [Rôle des laïcs](#)

Date : 16 février 2019



Suite à [cet article](#), un lecteur réagit :

A. De même que nous sommes actuellement confrontés à une société en crise, dans laquelle nous devons oser dire la vérité (sur les origines, les composantes et les conséquences du recours à la dette privée pour financer la consommation, et du recours à la dette publique pour financer la pérennisation d'un Etat providence trente-glorieusiste que nous n'avons certainement pas les moyens de maintenir en vie, au delà du court terme, à paramètres et à périmètres constants, en recettes et en dépenses), de même nous sommes actuellement confrontés à une Eglise en crise, dans laquelle nous devons avoir le courage et la franchise de dire la vérité, sur l'ampleur et la portée de l'échec de l'après-Concile, notamment en France.

B. Or, dire la vérité, l'essentiel de la vérité, sur les origines, les composantes et les conséquences de l'échec de l'après-Concile à la française, tel que cet après-Concile a été conçu, dès 1965, et tel qu'il est déployé, encore aujourd'hui, par la majorité des évêques

français, ce n'est pas très "conciliaire" ni très consensuel, mais c'est nécessaire et salutaire.

C. Cet échec est qualitativement et quantitativement impressionnant et préoccupant, non seulement compte tenu de la diminution du nombre des prêtres et des fidèles pratiquants, mais aussi compte tenu de la dévitalisation de ce qui est explicitement et spécifiquement surnaturel et théologique, au sein de l'Eglise qui est en France, et de la marginalisation du regard chrétien et du discours chrétien, en tant qu'explicitement et spécifiquement catholique, au sein de la culture et de la société françaises, et surtout compte tenu de la persistance du refus des clercs des remonter des effets, post-conciliaires, à leurs causes, "conciliaires", dans l'acception dominante de cette expression, cette acception dominante, à caractère néo-moderniste ou néo-progressiste, ayant le plaisir, l'honneur et l'avantage de sévir, au sein de l'Eglise qui est en France, au moins depuis 1965.

D. Cet échec n'est pas l'échec de tous les catholiques, et il serait proprement révoltant, ou tout à fait scandaleux, de laisser entendre que nous sommes ici en présence de la conséquence d'une erreur collective qui serait le fait de tous les catholiques, alors que bon nombre d'entre eux ont dénoncé, dès le milieu des années 1960, et dénoncent, encore aujourd'hui, cette erreur, "conciliaire", mais il est l'échec de tous ceux qui ont réussi à imposer leur conception de la prise en compte et de la mise en oeuvre du Concile Vatican II, et il est aussi l'échec de tous ceux qui ont été, hier, et de tous ceux qui sont, encore aujourd'hui, leurs continuateurs, il est vrai de moins en moins enthousiastes, ou de plus en plus fatalistes, malgré la réactivation de cette conception "conciliaire" depuis mars 2013, à la faveur de l'élection de François, bien que certains persistent à essayer de faire passer ce véritable échec pour un élan qui sera demain, ou après-demain, ou encore après après-demain, globalement fécond ou fructueux.

E. Or, de même que la conception dominante, plus iréniste et utopiste qu'orthodoxe et réaliste, de la prise en compte et de la mise en oeuvre du Concile Vatican II, constitue, encore aujourd'hui, un "objet totem", l'échec de l'après-Concile à la française constitue un extraordinaire "sujet tabou", alors que le fait qu'il soit considéré comme illégitime de dire la vérité sur cet échec fait partie du problème, et non de la solution, face à cet échec.

F. Donc, malgré cela, malgré le refus, par bien des clercs, d'en parler en public, osons dire la vérité sur l'échec de l'après-Concile, au sein de l'Eglise qui est en France, et osons dire la vérité sur les origines, notamment philosophiques et théologiques, de cet échec, sur les composantes, notamment liturgiques et "pastorales", de cet échec (les guillemets faisant écho au nouveau sens donné à ce mot, au moins depuis 1965), et sur les conséquences de cet échec, notamment dans les domaines de la prédication, de la catéchèse, de la piété des fidèles et des vocations sacerdotales.

G. Cet échec, les évêques français d'aujourd'hui, notamment ceux devenus évêques depuis le début de cette décennie, en sont à la fois témoins et victimes, mais on se demande parfois s'il ne s'agit pas de victimes consentantes, apparemment complètement ignorantes, sur les facteurs de cet échec, et indulgentes, sur les acteurs qui ont développé puis pérennisé ces facteurs d'échec, ces évêques ne semblant vraiment pas désireux de donner aux fidèles les éléments d'information indispensables à la compréhension des origines, des composantes et des conséquences de cet échec.

H. Une solution semble même avoir été trouvée, pour que les uns et les autres puissent continuer à dissimuler, à éluder, à minimiser, à occulter, à détourner l'attention, à faire diversion : il convient de penser ici aux diverses démarches synodales qui, ici ou là, permettent de contourner ou de différer une "opération vérité" qui est pourtant absolument indispensable, et même de plus en plus indispensable, notamment, mais pas seulement, en France. Mais ces démarches synodales permettent aussi, parfois, de préparer les esprits à la suppression, pardon, à la "création", de paroisses...

I. Cette "pastorale", déficiente, va durer pendant encore un certain temps, il est à redouter qu'aucun sursaut collectif ne provienne de l'épiscopat français, mais il est aussi à pressentir que le même épiscopat, donc on peut dire qu'il n'est pas pleinement partisan de la recatholicisation de l'Eglise qui est en France, soit de plus en plus confronté, d'une part à des difficultés de financement, à cause du manque d'argent, d'autre part à des difficultés de fonctionnement, à cause du manque de cadres, du manque de prêtres et du manque de fidèles désireux ET capables d'exercer des responsabilités.

J. Qui, avec un maximum d'autorité et de rayonnement, aura le courage et la franchise d'oser dire la vérité sur l'échec de l'après-Concile, en France ?

Si presque personne ne veut entendre parler du diagnostic le plus réaliste, notamment parce qu'il est déplaisant ou dérangent, ou parce qu'il émane d'une personne jugée nostalgique, passéiste, pélagienne, pharisienne, rigide ou sectaire (ce qui amène à penser que dans l'Eglise dans laquelle le mot d'ordre est "Qui suis-je pour juger ?" certains sont condamnés à continuer à être jugés), qui voudra bien entendre parler de la remédiation la plus appropriée ?